

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/591  
11 novembre 2004

(04-4791)

---

## RAPPORT (2004) DU COMITÉ DU COMMERCE DES AÉRONEFS CIVILS

1. Le présent rapport est soumis conformément à l'article 8:2 de l'Accord relatif au commerce des aéronefs civils (l'"Accord") et à l'article IV:8 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce. Il rend compte des activités menées par le Comité depuis novembre 2003.
2. L'Accord compte 30 signataires: Allemagne; Autriche; Belgique; Bulgarie; Canada; Communautés européennes; Danemark; Égypte; Espagne; Estonie; États-Unis; France; Géorgie; Grèce; Irlande; Italie; Japon; Lettonie; Lituanie; Luxembourg; Macao, Chine; Malte; Norvège; Pays-Bas; Portugal; Roumanie; Royaume-Uni; Suède; Suisse et Taipei chinois. Les Membres de l'OMC ayant le statut d'observateur auprès du Comité sont les suivants: Argentine, Australie, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chine, Colombie, Finlande, Gabon, Ghana, Hongrie, Inde, Indonésie, Israël, Maurice, Nigéria, Oman, Pologne, République de Corée, République slovaque, République tchèque, Singapour, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Turquie. Par ailleurs, l'Arabie saoudite et la Fédération de Russie ont le statut d'observateur auprès du Comité, ainsi que la CNUCED et le FMI.
3. Depuis son dernier rapport annuel au Conseil général (WT/L/544), le Comité du commerce des aéronefs civils a tenu deux réunions ordinaires: le 9 juin et le 10 novembre 2004.
4. L'ordre du jour et le compte rendu de la réunion du 9 juin 2004 figurent dans le document TCA/M/18, distribué le 19 juillet 2004. À cette réunion, le Comité a examiné les questions suivantes inscrites à son ordre du jour: situation de l'Accord de 1979 relatif au commerce des aéronefs civils au regard de l'OMC; administration douanière fondée sur la "destination finale", y compris la proposition présentée par un signataire concernant la définition d'un aéronef "civil" par opposition à un aéronef "militaire" sur la base de la certification initiale; proposition informelle d'un signataire tendant à ce que le Comité identifie les facteurs qui pourraient aider à donner effet à l'article 4, en ce qui concerne les incitations, y compris un meilleur mécanisme de communication entre les signataires; élargissement de l'UE et article 9 de l'Accord; et date de la réunion ordinaire suivante.
5. À la réunion du 10 novembre 2004, le Comité a examiné les questions suivantes inscrites à son ordre du jour: situation de l'Accord de 1979 relatif au commerce des aéronefs civils au regard de l'OMC; administration douanière fondée sur la "destination finale", y compris la proposition révisée présentée par un signataire concernant la définition d'un aéronef "civil" par opposition à un aéronef "militaire" sur la base de la certification initiale; proposition informelle d'un signataire tendant à ce que le Comité identifie les facteurs qui pourraient aider à donner effet à l'article 4, en ce qui concerne les incitations, y compris un meilleur mécanisme de communication entre les signataires; date de la réunion ordinaire suivante; et adoption du présent rapport annuel. La question ci-après a été soulevée sous le point de l'ordre du jour intitulé "Autres questions": questions relatives à l'élargissement de l'UE. L'ordre du jour et le compte rendu de cette réunion seront publiés sous la cote TCA/M/19.

6. Ni le Sous-Comité technique du Comité du commerce des aéronefs civils, ni le Sous-Comité du Comité du commerce des aéronefs civils, n'ont tenu de réunion pendant la période considérée.

---